

NOMMER POUR TRANSFORMER

Pourquoi les mots que nous utilisons pour parler de la ville africaine déterminent déjà son avenir

Par *Luc Gnacadja

*Cette tribune s'inscrit dans un cheminement intellectuel fait de publications hebdomadaires, qui conduit à l'ouvrage **Les Villes de l'Afrique que nous voulons**.*

La tribune « Du manque au potentiel : changer de paradigme pour penser la ville africaine » a marqué une première étape de ce cheminement : déplacer le regard, du manque vers le potentiel. Mais un paradigme, aussi juste soit-il, ne transforme pas la réalité par lui-même. Il ne devient opératoire que s'il s'incarne dans des concepts clairs, assumés et situés.

C'est à ce niveau que se situe cette tribune : non plus dans la dénonciation d'un cadre de pensée obsolète, mais dans la clarification des notions fondatrices sans lesquelles toute politique urbaine, même animée des meilleures intentions, risque de reconduire les mêmes impasses.



Pourquoi la transformation bute souvent sur les concepts

« Ce que tu ne peux nommer, tu ne peux l'inviter chez toi¹. Car ce que nous disons du monde façonne la manière dont nous y agissons². »

L'expérience montre que le changement de discours précède rarement le changement de pratiques. Le plus souvent, les mots évoluent à la marge, tandis que les concepts restent inchangés. On adopte un vocabulaire plus inclusif, plus durable, plus participatif mais on continue de penser la ville avec les mêmes catégories implicites : périmètres administratifs étanches, planification descendante, expertise désincarnée, modèles universels.

Or, ce sont précisément ces catégories qui structurent l'action publique, orientent les investissements et déterminent ce qui est jugé légitime ou non dans la fabrique urbaine. Clarifier les concepts fondateurs est une condition de cohérence entre les intentions affichées et les transformations réellement produites et non un simple exercice théorique.

¹ Proverbe bassa, Cameroun &

² Souleymane Bachir Diagne, *En quête d'Afrique(s)*, 2018

Trois clarifications me paraissent aujourd’hui indispensables.

Repenser le développement urbain durable : la ville dans son territoire

La première clarification concerne le développement urbain durable. Trop souvent, il est appréhendé comme une déclinaison locale de normes globales, appliquées à la ville comme à un objet isolé. On évalue la durabilité d’un quartier, d’un projet ou d’une infrastructure, sans interroger la relation profonde entre la ville et le territoire qui la porte.

Cependant, une ville n’est jamais autosuffisante. Elle est un organe d’un système territorial plus vaste, qu’elle polarise, transforme et parfois fragilise. Penser le développement urbain durable exige donc de sortir d’une vision strictement urbaine pour adopter une **lecture territoriale** : flux de personnes, de ressources, d’énergie, d’aliments, de déchets ; interdépendances écologiques ; continuités sociales et économiques entre centres, périphéries et espaces ruraux.

Dans cette perspective, la ville devient à la fois moteur, levier et miroir de la transformation territoriale. Elle n’est durable que si elle contribue à réduire les vulnérabilités du territoire, à redistribuer la valeur créée et à renforcer la résilience collective. Autrement dit, le développement urbain durable n’est pas un état à atteindre, mais un **processus de cohérence territoriale**.

Comprendre la ville comme intelligence située

La deuxième clarification touche à la manière même dont nous concevons la ville. Trop souvent, elle est réduite à un espace à gérer, à planifier ou à équiper. Cette approche technicienne néglige une dimension essentielle : la ville est aussi une **intelligence située**, produite par les pratiques, les savoirs et les interactions de celles et ceux qui l’habitent.

L’intelligence territoriale ne se limite pas aux données, aux outils numériques ou aux capacités institutionnelles. Elle réside dans les solidarités de voisinage, les économies informelles, les savoir-faire constructifs, les régulations communautaires et les usages quotidiens de l’espace. Elle est profondément enracinée, contextuelle et souvent invisible aux cadres formels de décision.

Reconnaître la ville comme intelligence située, c’est admettre que la connaissance utile à l’action urbaine ne se trouve pas uniquement dans les bureaux d’études ou les administrations centrales. Elle est aussi portée par les habitants, les artisans, les commerçants, les associations et les réseaux locaux. Cette reconnaissance change radicalement la gouvernance urbaine : elle appelle des dispositifs d’écoute, de co-production et d’apprentissage collectif.

Ancrer l’urbanisme dans les cultures locales

La troisième clarification concerne l’urbanisme lui-même. L’urbanisme n’est jamais neutre. Il exprime une vision du monde, un rapport à l’espace, au temps, à la nature et aux autres. Or, en Afrique, trop de projets urbains restent déconnectés des cultures locales d’habiter, parce qu’ils sont conçus à partir de modèles exogènes, souvent importés sans traduction.

Ancrer l’urbanisme dans les cultures locales ne signifie pas figer le passé ni rejeter toute modernité. Cela implique de partir des usages réels, des formes de sociabilité, des rythmes de vie, des imaginaires collectifs. Cela suppose de reconnaître la valeur des formes vernaculaires, des architectures climato-intelligentes, des régulations coutumières, des espaces partagés.

Un urbanisme culturel est un urbanisme qui permet aux habitants de se reconnaître dans leur ville, d’y projeter leurs aspirations et d’en devenir acteurs. Il ne produit pas seulement des formes, mais du sens. Il fait de la planification un espace de dialogue, de narration collective et de construction de futurs possibles.

Clarifier pour rendre possible

Ces trois clarifications – la ville dans son territoire, la ville comme intelligence située, l’urbanisme ancré dans les cultures locales – constituent le socle conceptuel sans lequel le changement de paradigme reste incantatoire. Elles permettent de passer d’une critique légitime des modèles dominants à une pensée réellement opératoire, capable d’orienter l’action publique, les investissements et les pratiques professionnelles.

Nommer autrement, ici, ne consiste pas à multiplier les concepts, mais à **retrouver la justesse** : des mots qui éclairent, relient et rendent possible l’action collective. C’est à cette condition que la ville africaine pourra être pensée depuis ses réalités et non plus à côté d’elles.

La prochaine tribune franchira un pas supplémentaire : elle interrogera ce que ces clarifications révèlent de la persistance de nos angles morts dans la compréhension de l’urbanisation africaine.

Luc Gnacadja est architecte, président de GPS-Development, ancien ministre de l’Environnement, de l’Habitat et de l’Urbanisme du Bénin, et ancien secrétaire exécutif de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification